

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Mise en œuvre d'une stratégie digitale d'acquisition  
d'apprenants du  
MBA Management et Leadership de la santé**







---

Pouvoir adjudicateur :

**IAE de Paris**  
8 bis rue de la Croix Jarry  
75013 PARIS

**Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Mise en œuvre d'une stratégie digitale d'acquisition d'apprenants du MBA Management et Leadership de la santé
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	0
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	1 an renouvelable
	<b>Reconduction</b>	Oui
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Protection des données à caractère personnel .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
5.2 - Planning prévisionnel d'exécution des prestations .....	5
5.3- Reconduction du contrat.....	5
6 - Prix .....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix .....	5
6.3 – Clause de sauvegarde .....	6
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance .....	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 – Conditions d'exécution des prestations .....	7
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Vérifications .....	8
11.2 - Décision après vérification .....	9
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
13 – Pénalités de retard .....	9
14 - Assurances .....	9
15 - Résiliation du contrat.....	9
15.1 - Conditions de résiliation .....	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
16 - Règlement des litiges et langues .....	10
17 - Dérogations.....	10

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la :

#### **Mise en œuvre d'une stratégie digitale d'acquisition d'apprenants du MBA Management et Leadership de la santé**

Le présent marché a pour objet la sélection d'un consultant spécialisé en growth marketing et acquisition digitale afin de concevoir, déployer et piloter une campagne d'acquisition multicanale pour le programme : Executive MBA – Management et Leadership de la Santé (Promotion : Octobre 2026).

En effet, l'IAE Paris-Sorbonne souhaite renforcer la visibilité et l'attractivité de son Executive MBA Santé auprès de profils cadres et dirigeants du secteur santé, en France et à l'international (<https://www.iae-paris.com/fr/mba-mls>).

Les objectifs quantitatifs sont les suivants :

- Recruter au minimum 20 étudiants admis,
- Constituer un pipeline de 60 à 80 leads qualifiés,
- Alimenter les entretiens d'admission entre juin et septembre.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières,
2. Le cahier des clauses particulières (CCP),
3. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
4. La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF),
5. Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat,
6. L'offre technique et financière du titulaire.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **1 an à compter de la date de notification**.

### 5.2 - Planning prévisionnel d'exécution des prestations

- Phase 1 : stratégie & implémentation (3 mois minimum)
- Phase 2 : suivi, optimisation et pilotage (6 mois minimum)

### 5.3- Reconduction du contrat

Le contrat est reconductible tacitement. Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède quarante- huit (48) mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois.

L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire de l'accord-cadre.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 03/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
SYN REV	Indice SYNTEC

### 6.3 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 6,0 % par ajustement.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19750002800034

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Adresse d'exécution :**

IAE de Paris  
8 bis rue de la Croix Jarry  
75013 PARIS

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### **Processus de remplacement d'une personne nommément désignée**

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### **Périmètre de la mission**

La mission couvre un **écosystème d'acquisition complet**, structuré comme suit :

#### Stratégie & structuration du tunnel de conversion

- Refonte et structuration sémantique avancée des contenus
- Optimisation des parcours utilisateurs pour moteurs de recherche et IA génératives
- Positionnement différenciant du programme MBA Santé

#### Acquisition payante (Paid Media)

- Google Ads (search & display)
- YouTube Ads
- Retargeting LinkedIn Ads et Meta Ads
- Optimisation continue des campagnes et du coût par lead

**⚠ L'IAE dispose d'un budget Google Ads s'élevant à la somme de 10.000,00 euros TTC. Cette dépense n'est donc pas à inclure dans les offres des candidats.**

#### Social selling & prospection ciblée

- Structuration et animation de la présence LinkedIn du programme
- Campagnes de prospection ultra-ciblées via LinkedIn (jusqu'à **150 contacts qualifiés / mois**)
- Prospection depuis le compte du responsable du MBA (dans le respect du RGPD)

#### Lead nurturing & conversion

- Workflows automatisés post-prospection
- Séquences email multicanales
- Relances personnalisées selon le niveau d'engagement
- Contribution au **closing** :
  - Pré-qualification des leads
  - Organisation des créneaux qualifiés
  - Scripts de qualification

#### Pilotage et reporting

- Mise en place d'un **dashboard en temps réel**
- Suivi des KPIs : CPL, taux de conversion, taux de qualification, ROI
- Recommandations d'optimisation continue

La mise en place d'un dashboard en temps réel avec les Kpis pertinents doivent permettre de donner de la visibilité sur l'ensemble des canaux utilisés.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.



Les vérifications seront effectuées par un agent désigné par le pouvoir adjudicateur.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **13 – Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.2 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.3 du CCP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021